

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 21 *BIS* DU 23 NOVEMBRE 2007
RELATIF AU BARÈME DES INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(BOURGOGNE)

NOR : *ASET0850036M*
IDCC : 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne,

D'une part, et

Les unions départementales de Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne
CGT-FO ;

L'union régionale construction et bois CFDT Bourgogne ;

L'union régionale de Bourgogne CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne, applicables à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Pour la région Bourgogne, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 A (0 à 5 km)	0,49	0,47
1 B (5 à 10 km)	1,46	1,40
2 (10 à 20 km)	2,20	2,52
3 (20 à 30 km)	3,66	3,81
4 (30 à 40 km)	5,14	5,35
5 (40 à 50 km)	6,64	6,31

L'indemnité de repas est fixée à 8,42 €, applicable conformément aux modalités prévues dans l'article 8.15 de la convention collective des entreprises de plus de 10 salariés.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail (DGT) du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Dijon, le 23 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)